

LE MONDE

Sans enthousiasme, Washington prend acte de la victoire d'Hugo Chavez

CHRISTOPHE DE ROQUEFEUIL

Washington — Les États-Unis ont reconnu hier, tardivement et sans enthousiasme, les résultats donnant la victoire au président vénézuélien Hugo Chavez, l'une de leurs bêtes noires sur la scène internationale, au référendum de dimanche sur son maintien au pouvoir.

Le département d'État, qui s'était refusé lundi à admettre cette victoire, a pris acte des «résultats préliminaires» qui permettent à M. Chavez de rester au pouvoir et a souligné que cet épisode ouvre désormais la voie à un apaisement politique dans ce pays.

Washington «reconnait les résultats préliminaires du référendum et note qu'ils montrent que le président Chavez a reçu le soutien d'une majorité des électeurs», a déclaré le porte-parole adjoint du ministère américain des Affaires étrangères, Adam Ereli.

«Aller de l'avant»

M. Ereli a souligné que cette position était celle exprimée dans le cadre plus large du «groupe des pays amis du Venezuela», qui comprend les États-Unis, le Brésil, le Chili, l'Espagne, le Mexique et le Portugal. Le porte-parole a appelé «le peuple et le gouverne-

ment du Venezuela à aller de l'avant» après cette consultation, qui constitue «une fin importante à la crise politique» dans ce pays. Il a également évoqué les plaintes de l'opposition sur des fraudes en affirmant qu'il «reste des inquiétudes sur des questions relatives au vote» et a demandé aux observateurs internationaux de mener «un audit transparent» sur ce sujet.

La victoire du président vénézuélien a été confirmée lundi à Caracas par l'Organisation des États américains (OEA) et par l'ancien président américain Jimmy Carter, présent comme observateur dans le référendum vénézuélien.

Le groupe des pays amis du Venezuela a publié hier à Brasília un communiqué estimant que le référendum avait été «transparent» et constituait un «pas important vers la réconciliation nationale».

M. Ereli s'est abstenu de toutes félicitations au président Chavez, en froid avec Washington qui lui reproche notamment son style populiste, sa rhétorique anti-américaine et ses sympathies pour le dirigeant cubain Fidel Castro.

Le porte-parole s'est borné à «féliciter le peuple du Venezuela pour la manière dont il a géré» ce référendum.

Il s'est aussi référé à des déclarations la semaine dernière du secrétaire d'État Colin Powell, qui a dit que «si ces élections étaient menées librement, équitablement et dans la transparence, ce pourrait être un pas important vers une solution électorale pacifique, démocratique et constitutionnelle à la crise».

Mal vu politiquement à Washington, le Venezuela du président Chavez reste toutefois l'un des principaux fournisseurs de pétrole des États-Unis, avec environ 15 % du total des achats de brut américains.

Un haut responsable du département d'État, parlant sous le couvert de l'anonymat, a assuré que les États-Unis, malgré leurs divergences politiques avec Caracas, restaient ouverts au dialogue. «Nous sommes disposés à parler au gouvernement sur la base des résultats préliminaires de ce référendum», a-t-il déclaré.

Le président Chavez accuse les États-Unis de chercher à saper son pouvoir et les a notamment accusés d'être impliqués dans une tentative de coup d'État en avril 2002, dont Washington avait tardé à se démarquer.

Agence France-Presse

CARNET D'AMÉRIQUE

«Another kind of...»

Christian Rioux vient de passer un an aux États-Unis. Boursier de l'université Harvard, il a rencontré de nombreuses personnalités et sillonné le pays de Boston à Los Angeles. D'ici l'élection présidentielle américaine, le 2 novembre, il nous livre des extraits de son carnet américain.

«**P**ourquoi pas un couscous?» Le choix paraissait avisé. Fraîchement débarqué aux États-Unis, mieux valait être prudent. Surtout à l'heure des repas. Sur Massachusetts Avenue, l'enseigne du Middle East annonçait «Mediterranean food». Le décor semblait authentique. L'endroit était fréquenté par des étudiants de bonne famille. Et puis, avec un couscous, on ne pouvait pas se tromper. Dans une ville aux racines irlandaises comme Boston, on devait bien savoir apprêter ce qui n'est après tout qu'un Irish stew arabe, avec un peu de harissa.

L'absence de merguez au menu aurait dû me mettre la puce à l'oreille. Techniquement, tous les ingrédients y étaient. Sauf que le poulet était grillé plutôt que mijoté. Les haricots (énormes et coriaces) n'avaient pas été équeutés. Bref, le tout était aussi sec que le désert du Nevada. Un désert qui aurait été recouvert d'une montagne de pois chiches... en boîte, évidemment.

Il fallait se rendre à l'évidence. L'élite américaine avait peut-être les moyens de payer 35 000 \$ pour une année scolaire à Harvard, mais pas ceux de s'offrir un couscous digne de ce nom. Ses enfants pouvaient s'acheter des ordinateurs portables design à écrans géants ou plats, ils pouvaient se balader un iPod au cou, communiquer jus-

qu'au bout du monde avec leur téléphone cellulaire, mais le couscous demeurait pour eux un éden inaccessible. Le restaurant où je me trouvais avait probablement une bonne connexion WiFi mais pas de cuisinier digne de ce nom. Lorsque je tentai de décrire à la serveuse à quoi ressemblait un couscous, un vrai, elle eut cette réponse lapidaire: «It's just another kind of couscous!»

Cette réplique, je l'entendrai souvent durant cette année passée aux États-Unis. Jusqu'à ce que je comprenne qu'au pays de la démocratie, personne ne comprenait pourquoi il aurait fallu s'astreindre à suivre une recette ancestrale pour faire du couscous ou une blanquette de veau. Au pays de la liberté d'entreprendre, chacun se sentait libre de «réinventer» le couscous à sa guise. Il fallait avoir l'esprit vraiment mal tourné ou venir de la planète Mars pour penser autrement.

Le premier choc de celui qui débarque chez l'oncle Sam en provenance de la France ou du Québec sera toujours alimentaire.

À 500 kilomètres de Montréal, je n'aurais jamais cru que la différence était aussi grande. Les supermarchés américains ont gardé le petit air terne de ceux que fréquentaient nos parents dans les années 60. La plupart des produits, y compris les fruits et les légumes, ont l'air sortis tout droit de l'usine. Le marché central de Boston, coincé entre les ruines de l'ancienne voie surélevée et le Haymarket, a toutes les apparences du marché Jean-Talon. Impossible pourtant d'y rencontrer le moindre maraîcher. Les étalages proposent les mêmes fruits et légumes bien cirés que dans les grandes surfaces. Ne cherchez pas le petit pot de miel ou la confiture d'un producteur local. Il n'y en a pas. Les seules bonnes huîtres que j'ai mangées venaient de l'Île-du-Prince-Édouard. Pendant une année entière, je n'ai vu en tout et pour tout que deux variétés de raisins: les sempiternels Sandless bleus et blancs au goût standard... L'Amérique ne supporte plus les pépins!

Comment expliquer qu'un peuple, généralement si consciencieux et méticuleux, soit tout à coup si brouillon, pour ne pas dire carrément négligent, dès lors qu'il est question d'alimentation?

Il m'a fallu du temps avant de comprendre que la réponse était peut-être sous mon nez. De quoi nous parlent en effet les étiquettes de tous les produits américains? De la fraîcheur? Du lieu d'origine? Du producteur? De son savoir-faire? Du goût? De rien de tout cela. Il n'est question que de protéines, de glucose, de carbohydrates et de gras trans. Il faudra bientôt un diplôme du MIT pour comprendre le langage surréaliste d'une simple boîte de Corn Flakes.

Les Américains aiment croire que la préparation des rillettes et de la raie au beurre noir répond à des critères aussi scientifiques que la synthèse d'une molécule d'ADN. Esprits rationalistes et protestants, ils allient la croyance aveugle dans les vertus de la science au refus du plaisir. Voilà pourquoi ils ont abandonné les cuisines et retiré leur tablier aux mères de famille pour confier leur alimentation à des hommes tristes en blouses blanches qui, tels de bons pasteurs méthodistes, prêchent la saine alimentation, bio ou pas, sur le ton du petit catéchisme.

Je le dis simplement, les Américains sont gros parce qu'ils n'ont plus aucune culture alimentaire et qu'ils ont généralement perdu celle de leurs parents. La culture alimentaire, à commencer par la tradition du repas familial, est aussi sinistrée en Amérique que les anciens quartiers populaires de certaines villes du Midwest qui ont été rasés pour laisser la place à de gigantesques Wal-Mart. Tellement qu'il est aujourd'hui pratiquement impossible de déguster dans une famille bostonnaise un bon clam chowder, un Irish stew ou des fèves au lard, trois plats traditionnels de la capitale de la Nouvelle-Angleterre. Et je ne parlerai pas, par respect pour mes lecteurs, de ce qu'on mange au Texas...

La situation est telle qu'il faut se résoudre à parler d'illettrisme. Je crois que c'est le mot. Un illettrisme devant lequel les spécialistes en blouse blanche, qui sermentent le bon peuple à cœur de jour, seront toujours impuissants faute de comprendre que l'alimentation n'est pas d'abord affaire de protéines et de glucides mais de culture. Comme le vrai, cet illettrisme alimentaire se cache souvent derrière les prétextes de la liberté et de l'inventivité.

Mais qu'inventent au juste les analphabètes? J'en parlais justement à un ami de San Francisco.

Il n'y a pas plus «santé» que cet homme qui vit au cœur de la Silicon Valley. Pour me réconcilier avec son beau pays, il a proposé de me mijoter un délicieux smoothie. Je n'ai pas eu le temps de répondre qu'il avait déjà ouvert la porte du congélateur et enfourné une tonne de fruits congelés dans le mixeur. Il a ensuite sorti de son armoire un grand pot de protéines et un autre de vitamines et vidé de généreuses portions dans le mélange. Une grosse lampée de yogourt, light évidemment, et le tour était joué.

Cela avait la couleur d'une toile de Matisse. Essayez, voir. On a l'impression de bouffer de l'ADN.



Christian Rioux



Les tireurs isolés et les chars américains rendent la vieille ville dangereuse.

ALI JASIM REUTERS

Les chiites restent cloîtrés comme au temps de Saddam

MICHAEL GEORGY

Najaf — Rester cloîtré chez soi, des journées entières, comme aux pires heures de la dictature de Saddam Hussein: tel est aujourd'hui le quotidien de Samir Ghalib et des habitants de Najaf.

Les tireurs isolés, les attaques au mortier et les blindés américains rendent les rues de la ville sainte trop dangereuses pour risquer une sortie. Même pour déplacer le corps de cet homme mort, recouvert d'une couverture sale, resté allongé dans la rue. «Un sniper l'a tué hier à 2h. Il traversait la rue. Je ne pense pas qu'il s'agissait d'un milicien combattant, c'était un Irakien ordinaire», déclare Samir, 24 ans, vendeur de légumes aujourd'hui sans emploi.

Samir porte un gilet pare-balles qu'un journaliste lui a donné. Forcément, il dénote au milieu des Irakiens vêtus de djellabas traditionnelles.

La vieille ville de Najaf, en proie à des combats sporadiques entre les forces américano-irakiennes et les miliciens fidèles à l'imam chiite Moqtada Sadr, est devenue un no man's land. Samir Ghalib habite l'une de ces nombreuses maisons de ciment aux portes en bois, dans un quartier très peuplé de la vieille ville.

L'ensemble de la population, qui assiste impuissante au siège de Najaf, passe le plus clair du temps à étudier les mouvements des tireurs et l'évolution des combats.

«Il y a un char américain en bas de la rue et des soldats qui tirent sur tout ce qui bouge, comme sur l'homme qui est mort hier», raconte le voisin de Samir, Hani Hassan, père de famille de 40 ans. «Quinze mortiers sont tombés dans notre rue hier. Tout le monde est terrifié. J'ai envoyé ma femme et mes deux filles chez ma mère loin d'ici. Je ne peux pas les appeler», poursuit-il, les yeux embués de larmes.

Reuters

Mission de bons offices à Najaf

Najaf — D'intenses échanges de tirs ont éclaté hier soir dans la zone du cimetière de Najaf (centre de l'Irak), alors que des médiateurs irakiens ont tenté, sans succès, de rencontrer dans la ville sainte le chef radical Moqtada Sadr pour le convaincre de déposer les armes.

Des échanges de tirs nourris ont éclaté vers 23h30 hier soir, dans la zone du cimetière de Najaf, entre miliciens loyaux à M. Sadr et troupes américaines, selon un journaliste de l'AFP.

Les médiateurs irakiens, une délégation de huit membres de la Conférence nationale, venus de Bagdad, n'ont pu rencontrer M. Sadr au mausolée d'Ali dans le centre de Najaf, en raison des combats.

Un de ses collaborateurs a affirmé que M. Sadr n'avait pu venir car la route menant au mausolée était dangereuse «à cause de la poursuite de l'agression américaine», laissant entendre que M. Sadr ne se trouvait pas dans le mausolée.

«Nous avons eu le sentiment que l'accueil du bureau de Moqtada Sadr a été positif. Il nous a affirmé qu'il [le chef radical] ne rejetait pas ce qui venait de la Conférence nationale. En tout cas, le message lui est parvenu et nous espérons qu'il y aura des circonstances plus favorables pour le rencontrer», a déclaré le chef de la délégation, Hussein al-Sadr, un parent du dirigeant rebelle.

Il avait auparavant déclaré qu'il «ne s'agissait pas de négociations mais d'une mission amicale pour remettre le message de la Conférence nationale» qui réunit depuis dimanche

Pour les habitants du quartier, peu importe qui remporte cette guerre d'usure urbaine. Les préoccupations sont ailleurs. «Nous essayons d'aller voir nos familles mais nous ne pouvons pas, car les Américains contrôlent les routes et les miliciens tirent sur tout le monde», déplore Hassan.

Il ajoute que, d'une certaine façon, l'Irak n'a pas changé pour la majorité chiite depuis la chute de Saddam Hussein. «Najaf est chiite. À l'époque de Saddam, son armée et les baasistes nous blessaient, ne nous laissaient aucun répit. Aujourd'hui, l'Armée du Mehdi et les Américains ont fait [de la ville] une zone de guerre.» Il s'interrompt un moment et montre le genou de son voisin, blessé pendant la guerre contre l'Irak dans les années 1980.

Soudain, le bruit assourdissant d'un avion américain qui passe au-dessus du quartier ramène tout le monde à la dure réalité actuelle.

Le siège de Najaf ne semble pas près de s'achever et les occasions de se distraire sont rares pour les habitants, reclus chez eux, souvent sans eau ni électricité. «Nous restons juste assis à attendre le son de la prochaine explosion», dit Samir. Dehors, deux minibus avancent lentement dans la rue puis ralentissent au croisement pour vérifier que des blindés américains ou des snipers ne sont pas postés à proximité. Quand un tir de mortier frappe le quartier, Hassan jette un coup d'œil dehors: «Nous sommes habitués, ça arrive tous les jours. Les rues aux alentours sont la cible des tireurs isolés. Nous n'avons rien d'autre à faire qu'attendre.»

Ali Ghanim habite la même rue. Il se souvient de rêves pas si lointains. «Quand Saddam a été renversé, je rêvais de Najaf, de la ville sainte, avec beaucoup de touristes et de pèlerins qui affluaient.»

plus d'un millier de délégués venant de tout l'Irak.

Votée lundi à main levée, une résolution de la Conférence demande le retrait de l'Armée du Mehdi du mausolée, la remise des armes et la transformation de la milice «en parti politique», a-t-il ajouté.

La délégation était arrivée vers 19h, alors que des combats opposant les miliciens aux soldats américains, venus appuyer les forces de sécurité irakiennes, se déroulaient toujours autour du mausolée. Plus tôt, un responsable du bureau de M. Sadr à Najaf avait indiqué que ce dernier n'avait pas encore décidé s'il rencontrerait la délégation. Selon Haïdar al-Torfi, M. Sadr «a envoyé un émissaire pour les rencontrer».

Les violences ont par ailleurs fait de nouvelles victimes en Irak. Un soldat britannique a été tué et d'autres ont été blessés dans des affrontements avec des miliciens à Basora, selon le ministre britannique de la Défense.

Un soldat américain a également été tué et plusieurs autres ont été blessés dans une série d'attaques à Sadr City, a indiqué hier soir l'armée américaine.

Toujours à Bagdad, au moins sept personnes, dont deux enfants, ont été tuées et 47 autres blessées par la chute de plusieurs obus de mortier près d'un commissariat à Bagdad, tandis qu'un soldat américain et un garde de sécurité ont été blessés par la chute d'un autre obus près de la «zone verte», périmètre ultra-protégé de la capitale irakienne, où se tient actuellement la Conférence nationale.

Cisjordanie: feu vert pour l'expansion des colonies

Jérusalem — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a donné hier son feu vert à la construction d'un millier de logements dans des colonies de Cisjordanie à la veille d'une réunion cruciale de son parti, le Likoud.

«Les appels d'offres concernent uniquement des blocs d'implantation que nous sommes décidés à développer et ils ne remettent nullement en question le plan de retrait de la bande de Gaza et d'implantations [isolées] du nord de la Cisjordanie, a déclaré à la télévision publique le ministre de l'Habitat, Mme Tzipi Livne.

Un responsable de la présidence du Conseil a affirmé pour sa part que les «logements seront bien construits dans les limites actuelles des colonies comme nous nous y sommes engagés vis-à-vis des États-Unis».

Les appels d'offres concernent Beitar Illit (604 logements) près de Bethléem, Ariel dans la région de Naplouse (214), Maalé Adoumim, dans la banlieue de Jérusalem (141), et Karnéi Shomron (42) près de Kalkilya.

Selon ce responsable, la publication des appels d'offres «n'a rien à voir avec la réunion de la convention du Likoud mercredi [aujourd'hui]», mais un responsable colon, Pinhas Wallerstein, a en revanche accusé M. Sharon de se livrer à «une horrible manipulation en vue de la convention du Likoud».

Les 3000 membres de cette instance doivent se prononcer aujourd'hui sur une éventuelle entrée de l'opposition travailliste dans le gouvernement comme le propose le premier ministre Ariel Sharon.

Mais M. Sharon est contesté par les opposants à son plan de retrait de la bande de Gaza, qui veulent le faire capoter en empêchant une alliance avec les travaillistes, indispensable pour permettre à M. Sharon de disposer d'une majorité parlementaire.

Selon les commentateurs, Ariel Sharon a de fortes chances d'être désavoué par son parti et ce d'autant que le vote aura lieu à bulletins secrets, alors qu'il souhaitait un vote à mains levées. En cas d'échec, la radio militaire a estimé que des élections anticipées pourraient avoir lieu dans les six mois.

Pour tenter de neutraliser ses détracteurs, M. Sharon veut renforcer les principales implantations en Cisjordanie où vivent la grande majorité des 240 000 colons, parallèlement à l'évacuation des 21 colonies installées dans la bande de Gaza et de quatre petites autres isolées dans le nord de la Cisjordanie.

Le ministre palestinien chargé des Négociations, Saëb Erakat, a pour sa part accusé M. Sharon «d'enterrer la feuille de route», dernier plan de paix international en date.

À propos de la centaine de colonies sauvages disséminées en Cisjordanie, un porte-parole de l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv a annoncé hier qu'une délégation américaine allait venir en septembre contrôler les activités de colonisation.

À Naplouse, un enfant palestinien a été tué par des soldats israéliens qui ont ouvert le feu sur des jeunes qui leur lançaient des pierres, tandis qu'à Gaza, cinq Palestiniens ont été tués par un missile apparemment destiné à un chef du mouvement Hamas.

ACTUALITÉS

Élection complémentaire

L'affrontement a commencé dans Vanier

NORMAN DELISLE

Les hostilités ont commencé avec vigueur hier soir dans la circonscription de Vanier, dans la basse-ville de Québec, en vue de l'élection complémentaire qui s'y déroulera le 20 septembre prochain.

Le chef libéral Jean Charest a durement attaqué ses adversaires lors de l'assemblée pour lancer la campagne électorale de son candidat Michel Beaudoin, réunion à laquelle participaient 300 militants, dont une cinquantaine de députés.

«Le Parti québécois n'a qu'une idée, la souveraineté du Québec, et l'Action démocratique n'en a pas», a soutenu le premier ministre Charest.

Il s'est moqué de l'opposition péquiste, l'accusant d'avoir «un agenda politique du passé» en débattant de la souveraineté.

«Le 14 avril 2003, la population a dit qu'elle voulait passer à autre chose. On croyait que tout le monde avait reçu ce message, mais ce n'est pas le cas», a ironisé M. Charest.

«Quant à l'ADQ, c'est la confusion et à part critiquer, ils n'ont rien à mettre de l'avant», a poursuivi le chef libéral.

Au même moment, une centaine de militants adhésives étaient réunis pour venir donner leur appui au candidat officiel de l'Action démocratique dans Vanier, Sylvain Légaré.

«Ceux qui veulent du vrai changement appuient l'Action démocratique, a dit le chef de l'ADQ, Mario Dumont. Le Parti québécois et le Parti libéral, c'est du pareil au même.»

M. Dumont a soutenu que rien n'avait changé avec l'administration Charest, qui dirige le Québec depuis 16 mois. Les listes d'attente dans les hôpitaux sont toujours aussi longues, et il n'y a pas eu de réductions d'impôt pour les contribuables. «En faisant le contraire de ce qu'ils avaient dit, les Libéraux ont trompé la population», a dit M. Dumont.

Quant au Parti québécois, M. Dumont l'a accusé de reprendre toujours «les mêmes vieux débats» depuis 1970, notamment celui concernant le processus d'accès à la souveraineté.

L'Action démocratique a amélioré ses chances de victoire dans Vanier en donnant son appui à la survie de la station de radio CHOI-FM de Québec, dont le permis est suspendu par l'organisme fédéral de régulation des ondes à compter du 31 août prochain. Cette station de radio compte plusieurs auditeurs dans les quartiers populaires de la basse-ville de Québec, dont Vanier.

M. Charest n'a pas été en reste à ce sujet. Il soutient que la sanction du CRTC contre la station de radio a été trop sévère et qu'il existe des recours pour qu'elle puisse continuer à diffuser.

Presse canadienne

COTRONI

SUITE DE LA PAGE 1

Un autre de ses frères, Giuseppe Pep, ainsi que ses sœurs Maria et Palma ne sont plus de ce monde. Il avait six enfants.

Le député Jean-Pierre Charbonneau, chroniqueur judiciaire au *Devoir* aux heures où le nom de Cotroni était synonyme de terreur, a croisé à au moins une occasion Frank Cotroni, qui marchait alors dans les traces criminelles de ses deux frères.

«Les Cotroni ont régné à Montréal du début des années 40 jusqu'à la fin des années 80. Au sommet de leur gloire, Frank était l'un des capitaines, il dirigeait une équipe de l'organisation», a rappelé M. Charbonneau au cours d'un entretien téléphonique.

«Contrairement à d'autres familles de la mafia en Amérique du Nord, Frank était proche des Canadiens français, comme on les appelait à l'époque. Il avait été élevé dans le bas de la ville avec des Canadiens français. Il s'y était fait des amis», a-t-il ajouté.

Quant leurs destins se sont croisés, au Palais de justice, le journaliste Charbonneau avait 22 ans et faisait ses débuts au *Devoir* où il écrivait des articles sur les mafiosi et leurs basses œuvres.

«C'était alors un personnage. Le nom de Frank Cotroni, à Montréal, était synonyme de terreur, de mafia dure. Il m'a dit: "Charbonneau, c'est toi?" C'était sa façon de m'envoyer un message, de me signifier que mes articles les embêtaient», raconte l'ex-journaliste devenu député.

Presse canadienne

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledavoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledavoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jacques-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Les Canadiens gardent leur privilège à la frontière, pour l'instant

Washington — Les Canadiens ne seront peut-être pas indéfiniment exemptés des nouvelles mesures de sécurité controversées imposées aux visiteurs des États-Unis, mais les autorités américaines n'ont pas l'intention de modifier leur statut privilégié pour le moment. C'est ce qu'a indiqué hier Asa Hutchinson, un sous-secrétaire au département américain de la Sécurité intérieure.

À compter du 30 septembre, les citoyens des 27 pays qui ne sont pas tenus d'avoir un visa pour entrer aux États-Unis, dont l'Australie, la Grande-Bretagne et le Japon, devront faire prendre leurs empreintes digitales et se faire photographier à leur arrivée

aux États-Unis. C'est que plusieurs de ces pays n'ont pas encore adopté le passeport «biométrique», censé être à l'épreuve de la contrefaçon. Le gouvernement américain a prolongé le délai pour l'adoption du passeport biométrique, qui inclut des caractéristiques biologiques propres à son détenteur, au 26 octobre 2005.

Les ressortissants de ces pays seront désormais couverts par le programme antiterroriste auquel sont soumis tous les autres visiteurs étrangers arrivant par air et par mer depuis janvier. Les citoyens canadiens, les diplomates et les Mexicains détenteurs de cartes de passage de la frontière, et qui ont déjà reçu

une autorisation, sont les seuls à pouvoir se soustraire au processus.

Les immigrants reçus ou résidents permanents au Canada ne sont pas exemptés du programme, qui classe les empreintes et les photos dans une base de données, de façon à ce que les responsables des douanes puissent vérifier que les nouveaux arrivants ne figurent pas sur leurs listes de présumés criminels et terroristes. Les résidents permanents seront soumis aux nouvelles mesures aux postes-frontières les plus achalandés, vraisemblablement d'ici la fin de l'année.

Presse canadienne

RECOURS

SUITE DE LA PAGE 1

Jusqu'à maintenant, ce sont donc seulement 950 \$ que le syndicat a délégués pour les parents.

À côté de ces miettes, le traitement des avocats semble royal: en vertu de l'entente acceptée en 2003 par les deux parties en médiation, et autorisée par deux juges, le cabinet d'avocats Trudel & Johnston — qui représentait le parent requérant, Vincent-Alfred Gagné — a reçu 350 000 \$ en honoraires.

«La facture totale des avocats [des deux parties] avoisine les 400 000 \$», a expliqué hier le président de l'Alliance des professeurs de Montréal, Pierre Saint-Germain. «Ça n'a aucune commune mesure avec ce que nous avons versé aux parents, c'est certain, et ça suscite beaucoup de questions sur le bien-fondé du recours collectif. Est-ce que la cause était si recevable que cela? Est-ce que ces recours servent bien les gens qu'ils doivent servir?»

Et encore d'autres chiffres: si seules 28 familles ont réclamé leur dû — sur un bassin possible de 55 000 parents — ils ont en revanche été quelque 5000 parents à signer le formulaire de désistement qui les effaçait automatiquement du recours collectif. Le syndicat y a d'ailleurs vu un appui à sa lutte pour l'équité salariale, ce pour quoi il avait décrété trois jours de grève illégale.

L'Alliance s'en est bien tirée et il y a eu plus de peur que de mal, juge M^e Philippe Trudel, l'un des deux avocats qui a intenté le recours à la demande d'un parent. «Nous sommes déçus du nombre de réclamations des parents, c'est certain», a expliqué hier l'avocat, qui concède qu'il y aurait peut-être pu y avoir

une meilleure manière de procéder pour encadrer cette cause.

«Nous considérons tout de même que le recours a atteint ses objectifs parce qu'avant de décréter la grève, les profs y pensent peut-être davantage», explique M^e Trudel. «Mais pour nous, en matière de recours collectif, c'est un peu décevant.»

Quant aux honoraires que son cabinet a reçus, s'il concède leur volume imposant lorsque juxtaposés aux dérisoires sommes données aux parents, l'avocat y voit une paie justement gagnée. «Les honoraires ont été autorisés par deux juges, et ils correspondent aux efforts consentis et à l'ampleur du recours» qui avait une valeur de près de 3 millions de dollars, explique M^e Trudel.

Certains ont vu dans la procédure à suivre la cause de si peu d'entraîn de la part des parents: un formulaire à cueillir au greffe de la cour, une attestation à recevoir d'un commissaire à l'assermentation, puis retour à la cour pour étude de la demande. Tout cela après la publication d'avis publics dans les quotidiens au plus fort de l'été. «C'est la manière de faire», explique M^e Trudel. «Il n'y avait rien d'anormal là-dedans», ajoute Pierre Saint-Germain.

Quant à la conclusion d'un recours collectif, plus d'une façon de faire existent. Dans le cas qui nous intéresse, c'est un processus de médiation qui a donné lieu à une entente, cautionnée par les deux parties devant le tribunal. En vertu de cette entente, les avocats du requérant devaient être payés par le syndicat intime.

En revanche, d'autres recours collectifs font l'objet d'un jugement, où les frais juridiques sont liés à la valeur totale du recours — ils correspondent alors généralement à 15 ou 20 % de la cagnotte. Ils peuvent aussi être fixés au prorata des montants réclamés ou, dans

d'autres cas encore, lorsque le processus de réclamation est jugé trop ardu, le verdict peut recommander le paiement d'une somme à un ou des organismes de charité.

Le syndicat, qui faisait face au tout début de l'entreprise juridique à une pénalité possible de 22 millions de dollars, peut maintenant souffler. «Nous avons pris le pari que cela nous coûterait moins cher en signant une entente de médiation qu'en faisant face à un jugement», explique Pierre Saint-Germain. «Ce n'était pas alarmiste à l'époque de dire qu'une telle facture nous aurait mis en péril.»

Avec les 400 000 \$ versés, le syndicat affirme ne pas frôler la catastrophe financière. Aucune hausse de cotisation n'est à prévoir, puisque la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a épaulé financièrement le syndicat membre, explique le président de l'APM.

«Avec du recul, on ne regrette pas notre décision», explique M. Saint-Germain. «C'est clair qu'on aurait pu faire bien d'autres choses avec cet argent-là, mais on a pris le pari que c'était la meilleure décision dans le contexte.»

L'avocat Philippe Trudel est conscient de la mauvaise image des juristes dans une cause comme celle-ci. «On est bien conscients de la différence entre les réclamations et les honoraires, mais ceux-ci ont été gagnés et autorisés par deux juges en vertu du résultat possible et de l'expérience.»

Sans en «tirer une leçon», cette première expérience d'une entente liée à la médiation pourra toutefois fournir «une indication pour trouver la meilleure méthode de recouvrement pour une situation donnée», conclut l'avocat. «Peut-être que dans ce cas-ci il aurait été mieux de payer un montant à un organisme de charité? Je ne sais pas. Peut-être.»

Le Devoir

NOTRE-DAME

SUITE DE LA PAGE 1

de tous les ordres politiques et ensuite les représentants de la Chambre de commerce et d'industrie de l'est de Montréal (CCIEM). «Mais on est confiants qu'on aura un projet qui suscitera l'adhésion de tous», a-t-il dit.

Lundi, la leader de l'opposition, Claire Saint-Arnaud, de Vision Montréal (VM, parti de Pierre Bourque), a affirmé que des esquisses du projet avaient déjà été présentées aux conseillers de l'UCIM (la parti du maire Tremblay) de l'est de l'île, «rencontre dont nous [des VM du secteur] avons été exclus». Par ailleurs, à la CCIEM, on soutenait qu'une rencontre était imminente entre la présidente Diane Saint-Germain et Claude Dauphin. Rencontre qui pourrait «survenir aussi vite que jeudi [demain]», a dit M. Saint-Germain.

Vitesse

Selon nos informations, entre la Ville et le MTQ, il ne resterait qu'une seule pierre d'achoppement: la limite de vitesse. Montréal souhaite la réduire à 60 km/h alors que le MTQ, se basant sur des simulations informatiques, croit qu'une vitesse supérieure s'impose pour éviter la congestion. Mais M. Dauphin est ferme: «On ne veut pas que les gens traversent Montréal à 100 km/h.»

Le différend entre la Ville et le MTQ à propos de la modernisation de la rue Notre-Dame ne date pas d'hier. Le ministère y voit une autoroute en tranchée (de type Décarie) alors que la Ville préfère un «boulevard urbain».

Claude Dauphin explique que Montréal a décidé de «repenser le lead» dans ce dossier en embauchant, le 16 juin dernier, trois firmes pour aider à «démontrer au MTQ» qu'il était possible de ne pas reproduire les mêmes erreurs que par le passé à Montréal, telles les autoroutes Ville-Marie et Décarie, tout en obtenant bien sûr une circulation plus fluide. Le maire Gerald Tremblay, au conseil de ville le printemps dernier, a même fait une sortie vigoureuse où il avait imputé ouvertement plusieurs erreurs urbaines commises dans la métropole au MTQ et à Québec.

Impatience

L'opposition, Claire Saint-Arnaud en tête, reproche à la Ville de renvoyer le dossier à la case départ: «C'est une étude de trop dans un dossier qui a déjà beaucoup trop traîné.» Elle rappelle que la Ville avait promis une solution «pour la fin de juin» et que nous sommes presque à l'automne. «La population commence à s'impatienter», dit-elle, notant que des pétitions s'organisent. Déjà, le printemps dernier, la CCIEM faisait placer de grands panneaux de publicité exprimant l'exaspération de la population de l'Est.

M. Dauphin rétorque que l'on attend une solution depuis 30 ans dans ce dossier, «ce n'est donc pas un

ou deux mois de plus qui vont nous faire mourir». Il ajoute que le coût des trois contrats octroyés totalise moins de 75 000 \$: «C'est bien peu, compte tenu que le ministère a jusqu'à maintenant consacré environ huit millions de dollars à développer la solution autoroutière.» Etant donné l'urgence, l'embauche des trois firmes (TraVol, Atelier Urban Soland et In Situ Simulation) s'est faite sans appel de propositions parce que, comme la loi le permet, chacun des contrats coûtait moins de 25 000 \$. Au fait, les tensions entre la Ville et le MTQ transparissent même dans les papiers administratifs obtenus par *Le Devoir* et où l'on peut lire: «Le MTQ ne permettant pas à la Ville de Montréal de piloter les équipes déjà affectées au projet de la rue Notre-Dame afin de développer les fondements d'un concept de véritable boulevard et ce, dans un court délai, la Ville de Montréal doit nécessairement solliciter l'aide de services professionnels.»

M. Dauphin prétend toutefois que, dans les derniers mois, le ministère a offert une collaboration exemplaire à la Ville, communiquant toutes les données nécessaires aux firmes embauchées et aux ingénieurs de la Ville.

Montréal a aussi fait son bout de chemin pour obtenir l'accord du ministère. Le directeur du transport et du réseau artériel à la Ville de Montréal, Jacques Gagnon, souligne que l'on parle de moins en moins de «boulevard» mais «d'axe routier urbain», notion à mi-chemin entre une grande rue et une autoroute. Des comparables? Chose certaine, «ce ne sera pas un boulevard comme René-Lévesque», dit M. Gagnon. Ça ressemblerait davantage à Henri-Bourassa, et «plus encore peut-être au bout de la 440, à Laval», endroit où «l'autoroute devient une sorte de boulevard mais sur lequel les feux sont passablement distancés».

Le projet de la Ville comportera donc des feux de circulation. «Ce n'est pas la meilleure idée en ville», commente Claire Saint-Arnaud. La conseillère dit avoir consulté des ingénieurs routiers qui trouvent que «ça ralentira la circulation et créera de la congestion».

M. Gagnon rétorque que, «si l'on fait une autoroute de type Décarie, il va falloir vivre avec car ce ne sera pratiquement plus possible de retourner en arrière». De plus, il note que la tendance actuelle va beaucoup plus, au cœur des centres-villes, «dans le sens de construire en pensant à l'urbain plutôt qu'à l'autoroutier». Claude Dauphin ajoute que «l'on construit pour plus de 50 ans, il ne faut pas se tromper».

Mais Mme Saint-Germain, de la CCIEM, souligne qu'elle veut une solution «le plus vite possible», que celle-ci «vienne du ministère ou de la Ville». Elle prend soin de dire que le dernier projet du ministère lui semblait «très convenable» et qu'elle a hâte de voir celui de la Ville. Quant à l'idée d'en faire un boulevard ou un axe urbain, elle note que «Notre-Dame, c'est un coin complètement industriel pour nous. Qu'il y ait des tranchées ne nous dérange pas.»

Harel pour l'autoroute

La députée péquiste d'Hochelaga-Maisonneuve, Louise Harel, renchérit: au sud de Notre-Dame,

BLAIR

SUITE DE LA PAGE 1

Mais ce dernier, toujours avide de publicité, a profité de l'occasion pour transformer cette visite amicale en show à l'américaine.

En pantalon de lin beige et bandana, «Silvio» a entraîné «Tony» dans un bain de foule dans l'une des stations balnéaires les plus réputées de l'île.

Le dîner, égayé par des chansons napolitaines, a été suivi par un feu d'artifice aux couleurs de l'Italie et de la Grande-Bretagne avec le slogan «VV Tony» (Viva Tony) inscrit dans le ciel sardais.

La presse britannique se gausse depuis le début des vacances des Blair de la fascination qu'exercent sur le chef du gouvernement britannique les grandes fortunes du monde et du goût du luxe du dirigeant travailliste.

«Pour les Blair, qui adorent les cadeaux, venir dans la propriété immense de Berlusconi en Sardaigne est un acte de naïveté ou de cupidité, ou encore l'expression de la soumission de Blair aux riches», écrit le quotidien de droite *Daily Mail*.

Jusqu'au 25 août, les Blair feront une escapade en Toscane chez le prince Girolamo Guicciardini Strozzi, un ami de longue date. Dans son domaine près du village médiéval de San Gimignano. Sa Seigneurie produit l'un des meilleurs chiantis de la planète. C'est à La Cusona qu'aurait été conçu le petit Léo, dernier-né des quatre enfants Blair, né en 2000.

La villa de Cliff Richard

Auparavant, le chanteur à la guimauve Cliff Richard leur a laissé pendant dix-huit jours sa villa de la Barbade, une île paradisiaque des Antilles, ainsi qu'un petit chalet situé sur la plage. Un industriel britannique a mis à la disposition des Blair une vedette rapide pour effectuer des sorties en mer.

Ces vacances soleil et palmiers «commanditées» suscitent bien des controverses. «S'il avait dû régler ses vacances familiales de sa propre poche, son salaire de premier ministre y serait passé», le *Daily Mail* a évalué ces vacances gratuites à 150 000 livres. Soit presque autant que son salaire de premier ministre, fixé à 175 000 livres par année. La facture représenterait un quart des revenus du couple (Mme Blair étant une avocate de renom du Barreau londonien).

«C'est extravagant. Mme Thatcher prenait une ou deux semaines de vacances maximum et payait toujours sa note d'hôtel. Lui prend des vacances de rêve à l'œil que la majorité de ses électeurs ne pourraient jamais se permettre», s'insurge Andrew Rosindell, vice-président de l'opposition tory, en évoquant les dérivés des champagne socialistes, l'équivalent britannique de la «gauche caviar».

Pour la presse travailliste, gênée, ces extravagances sont d'autant plus surprenantes que le locataire du 10 Downing Street passe volontiers pour un homme frugal, peu porté sur le luxe.

Invokant des impératifs de sécurité et la pression des paparazzi, un porte-parole du premier ministre a indiqué que l'hôtel était tout simplement impossible pour garantir sa tranquillité. Downing Street a tenu à préciser que Tony Blair a fait une contribution, dont le montant n'a pas été précisé, aux œuvres caritatives préférées de ses hôtes.

Reuters et Le Monde

«ce sont des voies ferrées». Elle affirme que 14 000 véhicules lourds, «qui transportent souvent des matières interdites ailleurs», circulent sur cette voie chaque jour. En tout, c'est 90 000 véhicules qui y transitent quotidiennement. «Notre-Dame ne peut pas être un boulevard bucolique», tranche-t-elle. Ce qui dérange par-dessus tout Mme Harel, dans la solution «boulevard», c'est la nécessité d'installer des palissades antibruit sur son côté nord. Elle y voit une solution «de type banlieue». Bref, à ses yeux, il est nécessaire que Notre-Dame soit en tranchée car, à l'heure actuelle, la congestion conduit automobilistes et camionneurs à éviter Notre-Dame en prenant des voies secondaires. «Alors, ils se mettent à envahir le quartier», dit-elle. L'autoroute en tranchée permettrait aussi, selon elle, de réunir en surface des parcs du quartier. Mme Harel évoque une hypothèse: «Si l'administration municipale souhaitait autant un boulevard, c'est qu'elle souhaite au fond déménager le port de Montréal, ce qui est une absurdité.»

Vive la congestion

Son de cloche totalement différent du côté de Richard Bergeron, chef du nouveau parti municipal Projet Montréal (PM), qui félicite la Ville de Montréal de ne pas céder devant le ministère. M. Bergeron, auteur d'un *Livre noir de l'automobile* et qui travaille à l'Agence métropolitaine des transports, estime que «le discours de la congestion, c'est l'arme idéologique des constructeurs de route et des vendeurs de chars, qui n'ont qu'un slogan: motorisez-vous». Selon lui, «il n'y a pas de congestion à Montréal», si on compare la métropole à d'autres grandes villes du monde. Et il est ridicule «d'augmenter la capacité véhiculaire» de Notre-Dame pour favoriser le «développement économique». En effet, rendre la circulation plus fluide ne fait que transformer Montréal en site qu'on traverse mais qu'on n'habite plus. «Or, depuis 1990, on a perdu 20 000 Montréalais chaque année». Des gens, principalement des familles, «qui sont allés vivre dans les couronnes». Cet exode est le pire coût économique que l'on puisse imaginer, dit-il, et conserver ces gens sur l'île équivaudrait à un investissement de plusieurs milliards. Bref, non seulement faudrait-il faire de Notre-Dame un boulevard urbain, dit M. Bergeron, mais celui-ci devrait être plus étroit et comporter une importante ligne de tramway en son centre.

Concernant le tramway, Claude Dauphin se dit «en principe d'accord» avec M. Bergeron, mais il précise qu'une telle avenue n'est pour l'instant pas à l'ordre du jour rue Notre-Dame. Dans le projet qui sera déposé bientôt, «il y aura cependant d'importantes voies réservées, au centre, pour le transport en commun», note-t-il. Par ailleurs, il souligne qu'actuellement des travaux mineurs sont effectués dans la rue Notre-Dame pour la rendre plus sécuritaire «en attendant les grands travaux».

Le Devoir

• CULTURE •

Après Loft Story

Une saison de consolidation pour TQS

« Nous serons véritablement la télévision urbaine et québécoise de l'avenir », dit Jean-Luc Mongrain

PAUL CAUCHON

Après la grande folie de *Loft Story* l'année dernière, qui a beaucoup fait parler mais qui a coûté trop cher au réseau TQS, la chaîne se replie sur ses valeurs sûres, proposant une saison de consolidation à compter du 30 août. Saison qui devrait toutefois permettre à Jean-Luc Mongrain d'aller encore plus loin dans la personnalisation de la nouvelle: « ce sera la télévision en "odorama", lance-t-il.

Mais même si l'automne est marqué par des valeurs sûres, TQS prépare pour le mois de février 2005 une nouveauté qui suscite beaucoup de curiosité: *Casting*.

Pour cet automne, on reprend plutôt les titres forts du deuxième réseau le plus écouté au Québec, après TVA.

En information, Jean-Luc Mongrain veut aller encore plus loin. « Nous serons véritablement la télévision urbaine et québécoise de l'avenir », dit-il, évoquant une « télévision en "odorama" », où l'on devra encore plus « sentir » l'atmosphère des événements couverts par le service des nouvelles et où il semble que les journalistes exprimeront encore plus ce qu'ils ressentent.

La direction de TQS déclare aussi vouloir accorder plus de place aux opinions et aux commentaires dans les bulletins de nouvelles.

L'interactivité avec l'auditeur sera encore plus développée puisque au *Grand Journal* de 22h, Denis Lévesque, maintenant officiellement confirmé comme successeur de Jean Lapierre, pourra inviter les auditeurs à poser des questions aux invités (Denis Lévesque a animé pendant douze ans une tribune téléphonique à la radio de Chicoutimi avant de passer à TQS).

Pour le reste, *Caféine* revient pour une deuxième année après avoir remporté son pari: être la première émission à véritablement s'attaquer à l'incroyable *Salut bonjour* de TVA. *Flash* fête son 10^e anniversaire (Richard Martineau se joint à l'émission comme chroniqueur cinéma), Jean Pagé est toujours aux commandes de 110%, les Mecs comiques reviennent avec de nouveaux épisodes de *3 x rien*, la comédie humoristique de François Massicotte, *450, chemin du Golf* (l'émission la plus écoutée de TQS) revient également, et TQS fait confiance au duo Dominic et Martin pour présenter du lundi au jeudi à 19h: *C'est mon show*, une

nouvelle émission d'humour, de sketches, de variétés et d'opinions.

Signalons que *Le Petit Journal* disparaît pour laisser place à *Les Bolés*, un nouveau quiz pour adolescents présenté le samedi et le dimanche matin.

Quant à *Casting*, il s'agit, sur papier du moins, d'un projet ambitieux et séduisant. *Casting* est une série dramatique quotidienne de 64 épisodes sur 16 semaines présentant de jeunes comédiens inconnus — actuellement en voie d'être choisis (TQS a reçu plus de 3000 candidatures et fait passer 400 auditions) — qui devront improviser chaque jour des dialogues à partir d'un canevas général rédigé par une équipe de scripteurs et racontant la vie de 12 étudiants universitaires. Tournée en caméra légère au Cégep de Saint-Laurent, à Montréal, l'émission est donc à la fois un véritable téléroman quotidien, une expérience théâtrale et une version novatrice de la télé-réalité. L'émission sera réalisée par Sylvain Roy, un complice de Guy A. Lepage, coréalisateur de *Camping sauvage* et de *Un gars une fille*, et on aura l'occasion d'en reparler.

Le Devoir

Alanis Morissette au Saint-Denis

Déjà le conventum

SYLVAIN CORMIER

La terrible vérité s'est imposée à moi quand elles se sont levées pour la cinquième fois, au refrain de *You Oughta Know*. Elles? Les spectatrices, majoritaires hier soir au Saint-Denis pour le retour en ville d'Alanis Morissette. La première fois, c'était au refrain de *All I Really Want*. La deuxième, au refrain de *Not The Doctor*. La troisième, au refrain de *Perfect*. La quatrième, au refrain de *Head Over Feet*. J'assistais bel et bien au conventum d'une génération. Déjà.

C'était à ce point prévisible: plus que tranquilles durant les nouveautés de l'album *So-Called Chaos* (*Eight Easy Steps, Excuses, This Grudge*), les fans explosaient aux premières notes des chansons de *Jagged Little Pill*. *Jagged Little Pill*, le disque de 1995 qui propulsa la chanteuse canadienne à l'avant-plan de la scène rock. *Album* d'Alanis. Celui qui compta pour une entière génération de jeunes filles comme le *Ne-*

vermind de Nirvana compta pour une entière génération de jeunes gars quatre ans plus tôt.

Jagged Little Pill, vous souvenez-vous? C'était au temps où Alanis Morissette avait les cheveux tellement libres de pousser qu'ils atteignaient les fesses, au temps où elle s'extirpait le méchant par sa grande bouche à chaque refrain, au temps où elle castrait du mâle une rime sur deux, au temps si important où elle permettait à toutes celles qui s'identifiaient à elle une formidable et salutaire purge. Époque déjà lointaine, constatait-on avec une certaine tristesse hier. Avec ses cheveux courts de nouvelle trentenaire assumant son âge, avec son costume de vedette rock si typé qu'on l'aurait dit emprunté aux sœurs Wilson des beaux jours de Heart, et avec ses petits trucs de mise en scène déjà écoulés quand Pat Benatar les utilisait (sauter à pieds joints en même temps que les musiciens, jouer un solo d'harmonica en tête à tête avec le guitariste, faire chanter l'auditoire au moment idoine

et seulement au moment idoine), on comprenait qu'Alanis Morissette avait en quelque sorte abdiqué. Pas sa carrière. Sa mission.

Heureuse en amour, spirituellement comblée par son voyage aux Indes, la rassérénée de 2004 ressemblait bien peu à l'énervée de 1995, malgré ses efforts. Elle avait beau arpercer inlassablement la scène comme avant, telle l'impatiente, l'intense, l'irrépressible Alanis d'antan, la chanteuse donnait surtout l'impression de reproduire des gestes, mués en automatismes. Et si elle était encore capable de donner le change devant une foule convaincue, l'observateur le moins détaché voyait les ficelles, désormais grosses comme les câbles du Golden Gate.

C'était Alanis refaisant l'Alanis comme les Stones refont les Stones, s'époumonant comme pour montrer qu'elle a encore les mêmes poutons, telle Jagger grimaçant parce qu'il faut bien grimacer pour être Jagger. Quand je suis parti pour écrire ces lignes, il restait encore trois titres de

Jagged Little Pill à la liste fournie par le promoteur (*Hand In My Pocket, Ironic, You Learn*), ne laissant que des miettes aux autres disques: c'était l'équivalent de la salve des *Brown Sugar, Honky Tonk Women* et autres *Jumpin' Jack Flash* à chaque fin de spectacle des Stones.

Je me demandais en sortant combien de fois encore Alanis Morissette pourra resserrer ses essentielles avant qu'elles ne perdent ce qui leur reste de force vive. En 1999 au Centre Bell, ces chansons étaient encore pleines de sève et 12 500 personnes en témoignaient. Hier, il n'y avait plus qu'un Saint-Denis, fût-il rempli, pour les croire encore pertinentes autrement que parce qu'elles l'ont un jour été. Demain, après demain, tôt ou tard, on entendra *You Learn* dans une pub de Gap et la chanteuse partagera l'affiche avec Pearl Jam dans la salle de bal d'un bateau de croisière. J'exagère? Il se peut aussi qu'Alanis renonce à jouer l'agressive qu'elle n'est plus. Auquel cas le meilleur est encore possible.

Copenhague, vitrine du cinéma européen

SLIM ALLAGUI

Copenhague — Le deuxième Festival international de cinéma de Copenhague ouvre ses portes demain avec l'ambition d'être une « vitrine du cinéma européen », qui produit plus de films que les États-Unis mais peine à s'imposer face à la puissante machine hollywoodienne.

La deuxième édition du Copenhagen International Film Festival (CIFF) présente pendant 10 jours 112 films, dont 12 œuvres européennes, en compétition officielle pour le grand prix, le Cygne d'or.

Le Danemark, qui a donné de grands talents au cinéma européen à l'image de Lars von Trier et Bille August, plusieurs fois primés, notamment à Cannes, s'est doté l'année dernière de son propre festival, qualifié d'« hymne avant tout à l'art cinématographique européen ».

« Nous voulons être une vitrine du cinéma européen, qui produit 600 films par an contre 500 aux États-Unis. Mais ce sont les films américains qui dominent littéralement dans les salles obscures, et c'est déraisonnable et injuste », a déclaré lundi à l'AFP la directrice du festival, Janne Viese. « Tous les 600 films européens ne sont pas des perles, mais il y en a beaucoup de re-

marquables dans la masse qui méritent de sortir de l'ombre et d'avoir leur place dans les répertoires des distributeurs qui ne jurent pour la plupart que par Hollywood », a-t-elle expliqué.

La direction du festival a volontairement choisi, une nouvelle fois, un profil européen dans sa compétition officielle, dont le jury est présidé par le cinéaste hongrois Istvan Szabo. Les 12 œuvres en compétition proviennent de la Grande-Bretagne, de la Belgique, de la France, de la Russie, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Hongrie, de l'Espagne, de la Suède et du Danemark.

Le festival a restreint dans sa deuxième édition son offre pléthorique (153 films en 2003) « à 112, dont près de trois quarts d'Europe, en réduisant les genres et en se focalisant sur des créations originales, mais aussi grand public, et de haute qualité », selon Mme Giese.

Il braque ses projecteurs sur les jeunes talents en programmant 11 premiers films comme *La Jeune Fille à la perle* (Grande-Bretagne) de Peter Webber, auréolé de plusieurs prix dans le monde, *Le Grand Rôle* de Steve Suissa (France) ou encore *Ma mère* (France) de Christophe Honoré.

Le programme rend également hommage aux films primés à divers festivals en 2003, à Cannes, Berlin ou

Venise, ainsi qu'au cinéma iranien avec Abbas Kiarostami (*10 On Ten, Le Goût de la cerise, Five, Ten*) et espagnol avec Pedro Almodóvar (*La Mauvaise Éducation*), Julio Medem (*La Pelote basque: la peau contre la pierre*), entre autres.

Il fait aussi place aux femmes cinéastes en présentant des films en tous genres, depuis la Française Agnès Jaoui et sa comédie *Comme une image* à la Chinoise Ann Hui et son film *Goddess Of Mercy*, un drame contemporain brutal.

En référence à l'actualité au Moyen-Orient, le festival jette un regard sur le cinéma israélien avec *Medurat Hashevet* (*Campfire*) de Joseph Cedar, *Mon trésor* de Keren Yedaya et *Lalehet Al Ha'maym* (*Walk On Water*) d'Eytan Fox.

Toujours dans le sillage de l'actualité, le festival programme l'un des rares films américains sélectionnés, un documentaire critique, *The War On Iraq* (*La Guerre en Irak*) de Robert Greenwald, sur les raisons changeantes du président George W. Bush et son administration pour engager les États-Unis dans ce conflit.

Le festival, doté d'un budget de 6,8 millions de couronnes (915 152 euros), fermera ses portes le 29 août.

Agence France-Presse

Presse canadienne

• À LA TÉLÉVISION •

CANAL	1800	1830	1900	1930	2000	2030	2100	2130	2200	2230	2300	2330	2400
SNC	Téléjournal (17:30)	Catherine	Athènes 2004						Le Téléjournal/Le Point		Vues d'ici / Les Couleurs de mon accent (2/2)		
TVA	La TVA 18 heures	Sucré-salé	Génération 60	Bec et Museau	Cinéma / UN CORPS PARFAIT (6) avec Amy Jo Johnson, Brett Cullen	Le TVA	Sucré-salé / Loteries	Cinéma / LES SURDOUES (6) avec Patrick Stewart (23:03)					
10	Ramdam		La vie en Green		Les Francs-tireurs / Yvon Michel, Steve Hill	Cinéma / TOUT LE MONDE DIT I LOVE YOU (4) avec Woody Allen, Drew Barrymore			Le Grand Journal		Cinéma / LA NUIT DE VARENNES (3) avec Jean-Louis Barrault (22:48)		
LOS	Le Grand Journal (17:00)		...voir pour le croque	Cabaret de l'humour	Cinéma / RAMBO (5) avec Sylvester Stallone, Brian Dennehy			Le Journal RDI		110%	Karna Sutra	Pub	
RDI	Jmi RDI	...Actions	Le Monde Part...		...dans notre assiette? Le Téléjournal/Le Point			Athènes 2004			Le Journal RDI	Téléjournal	
105	... (18:05) H		Jmi FR2	Duels du sport	Medhi Baala	Espace...			Journal		L'Office nat. du film	Les Couleurs de...	
10	Braves Bêtes		Biographies		Les Navy Saals	Danger dans les airs			Moi, détective		Célébrités / Héritiers	Cinéma	
105	Malgrir	...Nicolas	C'est pourtant vrai		Pour un flirt à New York	Interventions miracles			Décora ta...		Métamor...	Pour la vie!	Cinéma
105	Top5...	Top5...	Infoplus	M. Net	Décompte	Vidéo Clips			Viva la...		Obourne	Le Group...	...attaquent
105	...fait courir la ville?		Salut les amoureux!		Musico-graphie / Les BB	Les Séducteurs			L'Amour...		Les Stars...	Musico-graphie / Les BB	Miami Vice
105	Radio Enfer	Radio Free	Taina		Smalville	Degrassi...	Bob...						
105	Moi Willy...	Sacré Andy	Yakky Yak	Ratz	Porcité	Roboblatt	Simpson	Futura	Les Griffin	South Park	Simpson	Henri pis...	Futura
105	Sports 30		Les Jeux olympiques 2004		Soldats	L'Enfer du devoir	Cinéma / CING FEMMES MARIÉES (5)				Sports 30	Boxe	
HISTORIA	Légendes du hockey	États-Unis / New York			Les années Tony Blair	Cinéma / UNE PLACE AU SOLEIL (2) avec Montgomery Clift	...de scène				Les Feux...		
ARTE	Tessa à la pointe...	Brigade des mers			En quête de preuves	L'Oeil du crime	Nip/Tuck				Docteur mère...	Tessa...	
ARTE	Au-delà du réel	Nerdz	Z-MC2		La Porte des étoiles	Dead Zone	Métal hurlant				L'Ange noir	Poitergeist	
ARTE	Entre l'arbre et l'école	Sagunay...	La Santé...		Jeux de vie	Quartier...	NASA...				Cégep en spectacle	Le Monde	Technologies...
ARTE	Soleil...	La Ruée...	Évasion...	...le spa	...d'Italie	Pilot Guides	Eau...				Rose	Évasion...	Soleil...
ARTE	...sorcier!	Les Intrus	Panorama	Vivre à 2	Écce Homo		Cinéma / LES CARABINIERS (4)				Terre...	Panorama	Vivre à 2
ARTE	Athens 2004: The Olympic Games				Canadian Idol / Top 6	The Simple Life II	Law & Order				CTV News	News	Daily (00:06)
ARTE	News	National	Access H.	eTalk Daily	Family Guy	Gilmore Girls	News				News	Sports	... (00:06)
ARTE	News	Jakers	Planet...	...the Top	Studio 2	Trial and Retribution	The View from Here				On Stage	Studio 2	
ARTE	News	Simpsons	ABC News	Wife & Kids	60 Minutes	The Drew Carey Show	News / The Reunion				Fraser	... (23:35)	Pub (00:06)
ARTE	News	ABC News	CBS News	E.T.	Olympic Summer Games 2004	King of Queens	48 Hours Mystery				News	Late Show (23:35)	
ARTE	News	NBC News	Jeopardy	Wheel of...	Family Guy	Smalville					News	3rd Rock...	
ARTE	Seinfeld	That '70s Show	Seinfeld		Evening at Pops	Stories from Silence, Witness to War	...Gate				Business...	Charlie Rose	
ARTE	The Newshour	BBC News	...Home		Everglades, a Naked...	Main Stream					BBC News	BBC News	Daily (00:06)
ARTE	BBC News (Night Bus)	The Newshour			Canadian Idol / Top 6	The Simple Life II	Law & Order				CTV News	News	Daily (00:06)
ARTE	News	eTalk Daily	Jeopardy		Biography / L. Blair	American Justice	City Confidential				Crossing Jordan	Biography	
ARTE	City Confidential	American Justice			The Subtitles of Love...	Cinéma / GINA (4) avec C. Lomez, C. Blanchard	Law & Order				Crossing Jordan	Biography	
ARTE	Videos	The Great Detective	Bravo Fact		Xtreme Mysteries	...Greatest Mysteries	Disaster Detectives				Daily Planet	Mysteries	
ARTE	...Dangerous Animals				JAG	Great Canadian Lakes / Lake Ontario	Turning Points of History				JAG	The Fifties	
ARTE	The Fifties				BBC News	CBC News: Canada Now	...Olympic ... (20:20)				...Olympic ... (23:20)	National	
ARTE	BBC News	CBC News	Canada Now		Cold Squad	Show Me... Bliss	...Married Man (22:42)				Cinéma (23:15)		
ARTE	Clean Sweep	In a Fix			Joined: Siamese Twins	For Better or for Worse	Date Patrol				Joined: Siamese Twins	For Better	
ARTE	Zoo Diaries	Dogs, Jobs	Adoption...	Room...	Extra	Matchm...	Taking it... Adorance...				Sex Toys	Matchm...	Extra
ARTE	2004 Summer Olympics	Martin...	Yvon of...	Dragon Ball	Dragon Ball	Hunters	Radio...				Sportscentre	NFL's...	
ARTE	Spongebob	Parents	Yvon of...	Dragon Ball	Dragon Ball	Hunters	Radio...				...Weird	My Family	... (00:05)

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

À la suite du refus de RAI

Ottawa étudie l'accès aux chaînes étrangères

SYLVAIN LAROCQUE

Ottawa — La ministre du Patrimoine canadien, Liza Frulla, a annoncé hier la création d'un groupe d'experts qui se penchera sur l'accès aux services publics de télédiffusion en langue étrangère.

Cette décision fait suite au refus du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications (CRTC), en juillet, de permettre à la chaîne italienne RAI International de diffuser au Canada. L'organisme réglementaire avait ainsi voulu protéger la chaîne torontoise Telelatino, qui diffuse des émissions en italien.

Le même jour, le CRTC avait indiqué qu'il entamait un examen de son processus d'autorisation des chaînes étrangères.

Mais voilà que Mme Frulla met sur pied un comité qui étudiera le même problème « d'un point de vue de politique publique » et qui « tentera de trouver des solutions afin de refléter davantage la diversité ».

Selon une porte-parole de la ministre, la démarche sera « complémentaire » à celle du CRTC, tout en ayant une perspective « plus large ».

Pour le gouvernement de Paul Martin, l'exercice relève presque de la quadrature du cercle. Les libéraux doivent non seulement suivre la politique du CRTC, qui stipule qu'une chaîne étrangère ne doit pas entrer en concurrence « partielle ou totale » avec une station canadienne, mais aussi respecter l'engagement électoral qu'ils ont pris à l'égard des Italo-Canadiens, c'est-à-dire de leur donner accès à RAI International.

La communauté italienne avait d'ailleurs fort mal accueilli le rejet de la demande de RAI. Plus de 100 000 personnes ont signé une pétition réclamant son entrée au Canada.

Le comité de la ministre Frulla sera composé de trois membres: l'ex-député Clifford Lincoln, ancien président du comité des Communautés sur le Patrimoine; l'avocat Roger Tassé, qui a fait partie du groupe de travail fédéral sur les politiques de radiodiffusion directe à domicile par satellite (1995) et Anthony Cianciotta, un spécialiste en distribution de films.

Le comité devra remettre un rapport à Liza Frulla d'ici le 30 septembre. Il sera ensuite envoyé au CRTC afin que ce dernier puisse en tenir compte dans son examen, qui doit prendre fin au début 2005.

Presse canadienne

Give Peace a Chance commémoré

C'est finalement en fin de journée, hier, que devaient être lancés les CD simple et vidéoclip marquant le 35^e anniversaire de *Give Peace a Chance* à Montréal.

Au début de juin, Boom Desjardins, David Usher et d'autres intervenants du monde de la musique s'impliquaient dans un projet de nouvelle version de *Give Peace a Chance* afin de souligner les 35 ans de la création à Montréal de l'hymne pacifiste de John Lennon et de Yoko Ono. Une centaine d'artistes ont répondu à l'appel et ont fait revivre le temps d'une journée historique l'esprit solidaire et engagé de Lennon et d'Ono. Pendant plus de douze heures, Desjardins et Usher ont été les maîtres d'œuvre de cet enregistrement unique.

Dans la suite 1742 de l'hôtel Fairmount Reine Elizabeth — le même espace habité par le couple Lennon-Ono il y a 35 ans —, les artistes et autres associés au projet ont travaillé et échangé avec le même esprit fraternel que leurs prédécesseurs. Ces instants magiques ont été captés sur support CD et vidéoclip.

Tous les profits de la vente de l'extrait *Give Peace a Chance 35^e anniversaire* seront versés à Amnesty internationale Section canadienne francophone (Québec).

Parmi les dizaines de chanteurs et chanteuses qui s'étaient pointés dans la célèbre suite de l'hôtel montréalais, notons Philippe Berghella, Lina Boudreau, Geneviève Charest, Martin Deschamps, Luce Dufault, Nancy Dumais, Cornéliu, Bruno Pelletier, Sébastien Plante, Michèle Richard, Justin Trudeau et Nanette Workman.

Presse canadienne

NOS CHOIX CE SOIR

Paul Cauchon

PORTRAITS - MARGUERITE DURAS

Pour les fans de l'écrivain. *Arte, 18h30*

UNE PLACE AU SOLEIL

Un des grands films américains des années 50, une histoire d'amour qui tourne au drame, adaptée d'un roman de Theodore Dreiser, avec deux acteurs légendaires, Montgomery Clift et Elizabeth Taylor. *Arte, 21h*

TOUT LE MONDE DIT I LOVE YOU

Une curiosité: un Woody Allen fidèle à ses préoccupations, mais sur le mode de la comédie musicale, avec des comédiens (dont Goldie Hawn et Julia Roberts) qui chantent, bien ou mal. *Télé-Québec, 21h*

L'OFFICE NATIONAL DU FILM: UN SURVOL

Dans cette case-horaire, présentation du film réalisé en 2000 par Jacques Godbout sur Anne Hébert. *TV5, 22h*